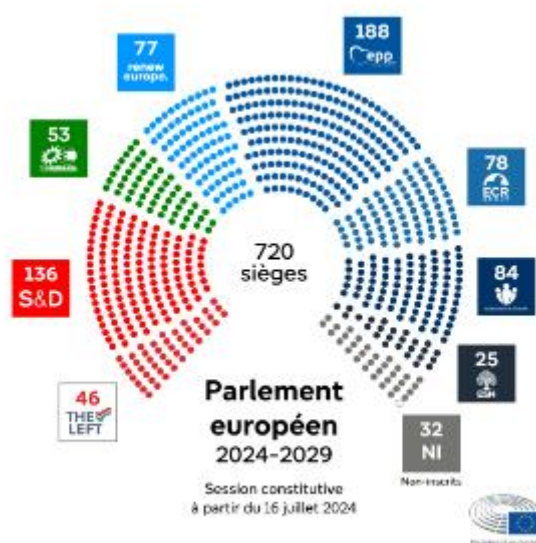


## La Gauche et le projet européen

Les rédactions bourgeoises et libérales ont poussé un grand soupir de soulagement après les élections du Parlement européen. Bien que la droite radicale ait enregistré des gains considérables en termes de voix et de mandats dans de nombreux pays, le grand danger a été écarté. Mais quel était ce danger ? L'extrême droite risquait-elle d'obtenir la majorité absolue au Parlement européen ?

Le soulagement était également lié à la manière dont Ursula von der Leyen avait réussi, pendant la campagne électorale, à rendre tolérable le groupe de droite " Conservateurs et réformateurs européens " de Giorgia Meloni et à le faire entrer dans le cercle de ses partenaires potentiels. Mais surtout, ils étaient satisfaits que la coalition du Parti populaire européen, des sociaux-démocrates et des libéraux, qui dominait jusqu'alors le Parlement européen, dispose toujours d'une majorité au sein de l'Assemblée. Business as usual, donc, même si les libéraux ont perdu un quart de leurs sièges.

Toutefois, la nouvelle majorité sera soumise à une pression considérablement accrue de la part de la droite. Ensemble, les trois groupes de droite radicale (le nouveau groupe « Patriotes pour l'Europe », « Conservateurs et réformateurs européens » et le tout nouveau groupe « Europe des nations souveraines ») disposent de 187 sièges. Cela représente une augmentation de plus d'un tiers, plus que les sociaux-démocrates et presque autant que les conservateurs (188 sièges). Par hypothèse, les partis conservateurs et de droite disposent d'une majorité au Parlement européen. Bien que la formation d'une coalition formelle entre eux ne soit pas une option politique réelle aujourd'hui, la simple possibilité arithmétique d'une telle coalition est un fait qui change la donne au Parlement européen.



La nouvelle composition du Parlement européen reflète le glissement vers la droite au niveau des États membres et donc au sein du Conseil européen des chefs d'État et de gouvernement, qui joue un rôle décisif dans la politique de l'UE. Ici, onze premiers ministres issus de partis conservateurs et cinq de divers partis de droite radicale ne sont plus rejoints que par quatre sociaux-démocrates et trois libéraux. Si l'on élargit le tableau à des pays comme la France, la Belgique, la Pologne et l'Autriche, où les partis de droite radicale sont dans l'antichambre du pouvoir, l'ampleur de cette évolution inquiétante devient évidente.

## La Gauche

Le soir des élections, le groupe de la Gauche au Parlement européen a été crédité d'une augmentation de 37 à 41 sièges. À la mi-juillet, il a été rejoint par cinq membres du Mouvement 5 Étoiles italien, ce qui signifie qu'il se trouve maintenant juste derrière le groupe des Verts avec 46 sièges.

Le résultat global positif englobe plusieurs tendances. La France Insoumise et les partis de gauche d'Europe du Nord sont sortis renforcés des élections. Le résultat de l'Alliance de gauche finlandaise, qui, il y a deux ans, avait voté à la majorité au Parlement en faveur de l'adhésion à l'OTAN, est particulièrement remarquable. En revanche, d'importants partis du PGE, à savoir la gauche allemande et les partis communistes de France, d'Espagne et d'Italie, ont subi des défaites. Ces derniers ne sont plus représentés au Parlement européen.<sup>1</sup>

Les causes des dissensions entre les partis de gauche et les partis communistes, qui ont présenté des listes concurrentes lors des élections européennes en France, en Italie et en Espagne, ne seront pas abordées ici. Les partis verts de gauche du nord de l'Europe, le Bloc de gauche portugais et La France Insoumise ont en tout cas tiré la conclusion des résultats électoraux favorables qu'ils devaient se séparer des partis communistes et du PGE et tenter de fonder leur propre parti européen.

### Le puzzle complexe de la Gauche en Europe<sup>2</sup>

Alliance de la Gauche Européenne	Parti de la Gauche Européenne (membres et observateurs)	Autres membres du groupe parlementaire
Alliance de Gauche (FI) (17,3%)	Syriza (GR) (14,9%)	PCP (PT) <sup>3</sup> (4,1%)
Bloco de Esquerda (PT) (4,3%)	Izquierda Unida (ES) (4,7%) <sup>3</sup>	Sinn Féin (IE) (11,1%)
La France Insoumise (9,9%)	déi Lénk (LU) (3,2%)	PTB (BE) (11,9%)
Podemos (ES) (3,3%)	KPÖ (AT) (3%)	
Red Green Alliance (DK) (7%)	PCF (F) (2,36%)	
Parti de la Gauche Suédoise (11%)	Rif.Com (IT) (2,2%)	<b>En dehors du groupe parlementaire et du PGE</b>
	AKEL (CY) (21,5%) *	Parti communiste grec (9,3%)
	KSCM (CS) (9,6%) <sup>3*</sup>	MERA 25 (GR) (2,5%)
	Sinistra Italiana (6,8%) <sup>3*</sup>	SP (NL) (2,0%)
	EuIA (Catalogne) <sup>3</sup>	Nea Aristera (GR) (2,5%) <sup>5</sup>
	Bildu/Sortu (ES) (4,9%) <sup>4*</sup>	
	Die Linke (2,7%)	* Partis observateurs du PGE

<sup>1</sup> Le PCF, Rifondazione Comunista et le PCE se sont tous trois présentés aux élections européennes dans le cadre d'alliances.

<sup>2</sup> D'après Cornelia Hildebrandt : Sur les crises des partis de gauche et les tendances opposées. PPP.

<sup>3</sup> Izquierda Unida, dont la principale composante est le PCE, a participé aux élections dans le cadre de l'alliance rouge-verte Sumar. Le PC de la République tchèque s'est présenté dans le cadre de l'alliance patriotique Stacilo, Sinistra Italiana dans le cadre de l'alliance Verdi i Sinistra. EuA (Esquerra unida i alternativa) a participé aux élections du Parlement européen dans le cadre de la coalition Esquerra Republicana. Le PC portugais est la principale composante de l'alliance électorale de la CDU.

<sup>4</sup> Sortu est un parti observateur du PGE et fait partie de l'alliance électorale basque de gauche Bildu.

<sup>5</sup> Nea Aristera a demandé à devenir membre à part entière du PGE.

L'une des critiques formulées à l'encontre des statuts du PGE est que la composition de ses commissions et ses procédures de prise de décision, telles qu'elles ont été établies lors du dernier congrès, ne reflètent plus de manière adéquate l'équilibre des pouvoirs au sein de la gauche en Europe. C'est également l'avis du Bureau exécutif du PGE. Les structures historiques du parti et le principe de l'unanimité dans la prise de décision, selon l'évaluation, s'avèrent maintenant être un obstacle à son développement organisationnel et stratégique. Pour cette raison, et pour discuter d'une alternative à la scission prévue dans la redistribution du pouvoir et des fonds obtenus par le biais du financement des partis par l'UE, elle a proposé un programme de réformes structurelles et la tenue d'une conférence extraordinaire du parti pour discussion. Après consultation du plus grand nombre possible de partis au sein et en dehors du PGE, une décision sera prise à l'automne.

### **L'agenda de l'UE**

Derrière le débat sur les conditions internes se cache toutefois un problème beaucoup plus important pour la gauche, à savoir l'adaptation de sa stratégie aux circonstances politiques extérieures qui ont radicalement changé. Un cap important pour la nouvelle période a déjà été fixé avant les élections. Outre le pacte migratoire, qui consacre les pratiques mortelles et inhumaines aux frontières extérieures de l'UE, il s'agit avant tout de la politique financière et économique. Au printemps, la Commission, le Conseil et la majorité parlementaire ont convenu de mettre en œuvre les « nouvelles règles de gouvernance économique », qui rétablissent les règles strictes sur les déficits budgétaires et la dette publique du pacte de stabilité et de croissance, qui avaient été suspendues pendant la pandémie, sous une forme modifiée et, dans certains cas, plus stricte. À l'heure actuelle, seuls six États membres de l'UE respectent ces règles. Pour les autres, elles impliquent l'adoption d'une politique d'austérité contrôlée par la Commission européenne. La politique climatique en est directement affectée, puisque les experts estiment que 120 milliards d'euros (1,6 % du PIB) d'investissements publics supplémentaires sont nécessaires pour atteindre les objectifs climatiques<sup>6</sup>. Cependant, seuls trois pays, à savoir le Danemark, la Suède et l'Irlande, seront en mesure de le faire sous le régime de la politique d'austérité réactivée<sup>7</sup>.

La situation est exacerbée par la décision de l'OTAN d'augmenter la part des budgets de défense des États membres dans le produit intérieur brut à au moins 2 %. Nul besoin d'être un génie des mathématiques pour comprendre que les budgets sociaux, les services publics et les investissements publics seront les principales victimes de cette prise en tenaille des politiques d'austérité et des programmes d'armement. En réalité, la participation de l'UE aux confrontations géopolitiques risque d'ouvrir une ère de contre-réformes sociales et écologiques. La secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats, Esther Lynch, a donc envoyé une lettre alarmante aux partis progressistes européens, les appelant à s'opposer aux tentatives de recul des droits et des normes sociales.

La responsabilité des guerres et des politiques d'armement dans la crise climatique est un anathème dans le débat public. Pourtant, même un document de recherche publié par le Conseil européen sous le titre paradoxal « Greening the Armies » admet que l'armée et l'armement sont responsables de 5,5 % des émissions mondiales<sup>8</sup>, ce qui signifie que les forces armées émettent un peu moins de CO-2 que l'UE, mais plus que la Russie et deux fois plus que l'aviation civile. Le document ne fournit aucune information sur l'impact environnemental des guerres actuellement menées. Cependant, nous savons qu'au cours

---

<sup>6</sup> Mang, Sebastian/Caddick; Dominik (2024): Naviguer entre les contraintes pour progresser : Examen de l'impact des règles fiscales de l'UE sur les investissements sociaux et écologiques, <https://www.etuc.org/en/publication/navigating-constraints-progress-examining-impact-eu-fiscal-rules-social-and-green> , p.12.

<sup>7</sup> Ibid. S. 4.

<sup>8</sup> Conseil Européen - Équipe d'analyse et de recherche (2023): L'écologisation des armées, <https://www.consilium.europa.eu/media/69607/art-greening-the-armies.pdf> , p.4.

des sept premiers mois de la guerre en Ukraine, 100 millions de tonnes de CO-2 ont été émises, ce qui équivaut aux émissions d'un pays industrialisé de taille moyenne comme les Pays-Bas<sup>9</sup>. Il est également prouvé que les quatre premiers mois de la guerre à Gaza ont émis plus de CO-2 que 26 pays. Si l'on tient compte des mesures de construction et de reconstruction, les émissions liées à la guerre à Gaza s'élevaient alors à 61 millions de tonnes, ce qui équivaut à peu près aux émissions annuelles de l'Autriche.<sup>10</sup>

Les effets sociaux et écologiques des guerres et de la course aux armements ne sont pas un « récit politique », mais existent aussi objectivement que le changement climatique provoqué par l'homme. C'est pourquoi le PGE a également placé des exigences en matière de politique de paix au début de son manifeste électoral. Il s'est ainsi distingué de tous les autres partis lors de la campagne électorale.<sup>11</sup>

### **Rien sans la paix**

Dans le discours d'orientation précédant son élection par le Parlement européen, Ursula von der Leyen a déclaré que la mise en place d'une « véritable union européenne de défense » était une priorité qui concernait tous les domaines politiques. L'autonomie stratégique de l'UE, dont on parlait encore récemment, n'a pas été mentionnée une seule fois dans son discours ; au contraire, la coopération avec l'OTAN doit être élargie. Dans un délai de cent jours, la Commission a l'intention de présenter ses propositions pour la construction de l'Union de défense, de manière détaillée et synthétique, dans un Livre blanc<sup>12</sup>. Les questions fondamentales de la guerre, du réarmement et de l'OTAN sont ainsi inscrites à l'ordre du jour officiel de l'UE.

La résolution sur la guerre en Ukraine, déposée symboliquement par le Parti populaire, les Sociaux-démocrates, les Libéraux et les Verts lors de la première session du nouveau Parlement européen, fournit des informations sur la manière dont les groupes majoritaires réagissent. Il appelle les Etats membres à accroître leur soutien militaire à l'Ukraine jusqu'à sa victoire militaire. Ensemble et individuellement, ils devraient s'engager à y consacrer au moins 0,25 % de leur PIB. La résolution note avec satisfaction que l'Ukraine est sur la voie irréversible de l'adhésion à l'OTAN. Enfin, les négociations d'adhésion de l'UE avec l'Ukraine et la Moldavie sont accueillies favorablement car elles représentent une opportunité géostratégique et démocratique.<sup>13</sup>

Le message principal n'est pas la condamnation souvent et justement exprimée de l'agression russe, ni même l'appel à poursuivre la fourniture d'armes à l'Ukraine, mais la logique belliqueuse qui exclut toute fin de guerre autre qu'une victoire sur le champ de bataille. La fin de la guerre par des moyens diplomatiques et politiques n'est même pas considérée comme digne d'être mentionnée. Mais combien de centaines de milliers de personnes devront encore être sacrifiées à cette logique ? Cet aveuglement

---

<sup>9</sup> Focus Climat (2023) : Dommages climatiques causés par la guerre de la Russie en Ukraine (première et deuxième évaluations intermédiaires), <https://climatefocus.com/publications/climate-damage-caused-by-russias-war-in-ukraine/>

<sup>10</sup> Euronews (7 juin 2024) Jet fuel, bombs and concrete : The 60 million tons of carbon generated by Israel's war on Gaza, <https://www.euronews.com/green/2024/06/07/jet-fuel-bombs-and-concrete-the-60-million-tonnes-of-carbon-generated-by-israels-war-on-ga>

<sup>11</sup> Manifeste des élections européennes 2024, <https://www.european-left.org/2024-eu-election-manifesto/>

<sup>12</sup> Ursula Von der Leyen (2024) : L'Europe est face à un choix, Orientations politiques pour la prochaine Commission européenne 2024 - 2029, [https://commission.europa.eu/document/download/e6cd4328-673c-4e7a-8683-f63ffb2cf648\\_de?filename=Political%20Guidelines%202024-2029\\_DE.pdf](https://commission.europa.eu/document/download/e6cd4328-673c-4e7a-8683-f63ffb2cf648_de?filename=Political%20Guidelines%202024-2029_DE.pdf), p. 17 et suivantes.

<sup>13</sup> Parlement européen (17 juillet 2024) : La nécessité d'un soutien continu de l'UE à l'Ukraine, [https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-10-2024-0003\\_DE.pdf](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-10-2024-0003_DE.pdf)

conduit également à déclarer l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN comme un fait irréversible, bien qu'un statut de neutralité internationalement garanti pour le pays ait été évoqué par différentes parties comme un élément constitutif d'une solution de paix.

Contrairement à l'expansion de l'OTAN, l'élargissement prévu de l'UE pourrait avoir un effet positif. Mais seulement s'il se détache de la logique de guerre et met l'accent sur les aspects sociaux, économiques et écologiques. À l'inverse, si l'élargissement de l'UE est utilisé comme un instrument de défense d'intérêts géostratégiques, il conduira à une augmentation des tensions internationales, des guerres et des guerres civiles plutôt qu'à la paix et à la prospérité.

Le Parlement européen n'a aucune compétence politique en matière de politique étrangère. Avec cette résolution, qui revêt une importance symbolique, il va à l'encontre de l'opinion de la majorité des citoyens européens qu'il représente, qui sont en faveur de négociations de paix pour mettre fin à la guerre.<sup>14</sup>

Au lieu de cela, nous assistons à une escalade de la guerre. Telles des somnambules, les élites européennes vacillent au bord d'une guerre majeure.. Le stationnement prévu d'armes américaines à moyenne portée en Allemagne dans deux ans et la réaction prévisible de la Russie déstabiliseront encore davantage la situation.

Dans la crise actuelle de la politique de sécurité, l'idée d'une armée européenne remplaçant les armées des États-nations est parfois évoquée. Cette idée soulève plus de questions qu'elle n'en résout, comme celle de savoir si et comment les forces nucléaires françaises seraient intégrées dans une telle euro-armée, ou quel rôle les États non alignés et neutres y joueraient. Toutefois, avant de discuter des moyens de la politique de sécurité, il serait encore plus important d'examiner ses objectifs.

L'Europe a besoin d'une nouvelle approche, non militariste, de la politique de sécurité. L'autonomie stratégique de l'Europe ne peut être renforcée par le réarmement, mais seulement par un retour à une politique de paix.

Dans son manifeste, le PGE demande que le principe de la résolution non violente des conflits internationaux soit inscrit dans les traités de l'UE. Elle demande que l'UE adhère au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) et fasse de l'Europe un continent exempt d'armes nucléaires. Elle demande que la neutralité et le non-alignement soient reconnus comme des éléments positifs d'un nouvel ordre de sécurité européen.

Le 50e anniversaire de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, qui sera célébré l'année prochaine, serait une bonne occasion de discuter du concept de sécurité commune sur notre continent sur lequel elle était fondée.

Nous vivons une époque turbulente et dangereuse. La défense contre la menace de guerre peut devenir le lien qui unit les peuples d'Europe. Cela exige une gauche européenne qui soit un parti de la paix sans ambiguïté. Les divergences au sein de la gauche sur la politique de sécurité sont sérieuses et doivent être discutées publiquement, mais elles ne justifient pas une scission. Au contraire, face à la montée de la droite radicale, l'Europe a besoin d'une gauche forte qui maintienne son unité dans la diversité et aborde ses controverses dans le dialogue.

---

<sup>14</sup> Voir : Conseil européen des relations étrangères (juillet 2024) : The meaning of sovereignty and European Views of Russia's War on Ukraine, [The meaning of sovereignty : Ukrainian and European views of Russia's war on Ukraine](#) | ECFR